

MADVERTISE

Société anonyme

au capital de 1 003 991,20 €

Siège social : 56, rue de Billancourt

92100 Boulogne-Billancourt

RCS Nanterre 447 922 972

---

**RAPPORT DE GESTION INCLUANT LE RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

**(Gestion de la Société et du groupe**

**Les résolutions que nous vous soumettons à titre extraordinaire sont présentées dans un rapport distinct)**

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

---

## TABLE DES MATIERES

<b>1. Environnement – Analyse de l’évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l’exercice clos le 31/12/2017 .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Examen des comptes sociaux .....</b>	<b>5</b>
2.1. Bilan.....	5
2.2. Résultats économiques et financiers .....	6
2.2.1. Produit d’exploitation.....	6
2.2.2. Charges générales d’exploitation.....	6
2.2.3. Amortissements et dépréciations .....	6
2.2.4. Résultat brut d’exploitation .....	7
2.2.5. Coût du risque.....	7
2.2.6. Résultat courant avant impôts.....	7
2.2.7. Bénéfice net.....	7
2.3. Tableau des résultats financiers .....	7
2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement .....	7
2.5. Proposition d’affectation du résultat .....	8
2.6. Informations sur les délais de paiement.....	8
2.7. Prêts consentis par application de l’article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier.....	8
<b>3. Examen des comptes consolidés .....</b>	<b>9</b>
3.1. Bilan consolidé .....	9
3.2. Résultats économiques et financiers .....	9
3.2.1. Produits d’exploitation consolidés.....	9
3.2.2. Charges générales d’exploitation consolidées .....	9
3.2.3. Amortissements consolidés .....	9
3.2.4. Résultat brut d’exploitation consolidé.....	10
3.2.5. Coût du risque consolidé .....	10
3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé.....	10
3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe).....	10
<b>4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l’exercice .....</b>	<b>10</b>
<b>5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d’avenir de la Société et du groupe.....</b>	<b>11</b>
<b>6. Filiales et participations .....</b>	<b>12</b>
6.1. Madvertise Média .....	12
6.2. Madvertise Agency .....	12

6.3.	Madvertise Media Gmbh .....	13
6.4.	Madvertise Mobile Advertising Srl .....	13
6.5.	Appsfire France et Appsfire Israël Ltd .....	13
<b>7.</b>	<b>Participations croisées .....</b>	<b>13</b>
<b>8.</b>	<b>Risques et incertitudes.....</b>	<b>13</b>
8.1.	Principaux risques et incertitudes .....	13
8.2.	Gestion des risques .....	15
<b>9.</b>	<b>Recherche et développement .....</b>	<b>15</b>
<b>10.</b>	<b>Informations sur le personnel et l'environnement.....</b>	<b>16</b>
10.1.	Personnel.....	16
10.2.	Environnement.....	16
<b>11.</b>	<b>Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce .....</b>	<b>16</b>
<b>12.</b>	<b>Prise de participation .....</b>	<b>17</b>
<b>13.</b>	<b>Prise de contrôle.....</b>	<b>17</b>
<b>14.</b>	<b>Cession de participation .....</b>	<b>17</b>
<b>15.</b>	<b>Rapport sur le Gouvernement d'entreprise .....</b>	<b>17</b>
15.1.	Modalités d'exercice de la direction générale de la Société .....	17
15.2.	Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés.....	17
15.3.	Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale .....	18
15.4.	Tableau des délégations (pouvoirs et compétences).....	18
<b>16.</b>	<b>Situation des mandats des Commissaires aux comptes .....</b>	<b>18</b>
<b>17.</b>	<b>Participations des salariés au capital .....</b>	<b>19</b>
<b>18.</b>	<b>Répartition du capital.....</b>	<b>19</b>
<b>19.</b>	<b>Rachat par la Société de ses propres actions.....</b>	<b>20</b>
<b>20.</b>	<b>Informations sur le contrat de liquidité.....</b>	<b>20</b>
<b>21.</b>	<b>Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation.....</b>	<b>20</b>

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires afin de vous rendre compte des résultats de la société Madvertise (ci-après dénommée la « **Société** ») et des sociétés de son groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et les comptes consolidés de cet exercice, ainsi que l'affectation du résultat de celui-ci.

Nous vous soumettons également à votre approbation certaines résolutions à titre extraordinaire qui vous seront présentées dans un rapport séparé.

Les documents sociaux, comptes, rapports ou autres documents et renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

Le Commissaire aux comptes de la Société vous fera part dans ses rapports, dont lecture vous sera donnée à la suite du présent rapport, du résultat de ses investigations sur les comptes qui vous sont présentés.

## **1. Environnement – Analyse de l'évolution des affaires de la Société et du groupe - Faits marquants de l'exercice clos le 31/12/2017**

### A. Analyse et évolution des affaires

La Société est positionnée sur deux segments de marché :

- La publicité mobile premium et à la performance avec les sociétés Madvertise Media et Appsfire en France, Madvertise Media GmbH en Allemagne et Madvertise Mobile Advertising srl en Italie permettant ainsi à nos clients de lancer leurs applications mobiles, mais aussi de les monétiser ;
- le marketing mobile au travers de la société Bemobee,; ce pôle intervient très en amont dans les stratégies des grands groupes afin de penser, créer et développer les meilleurs actifs mobiles pour le compte de nos clients.

Nous vous rappelons que depuis le 20 mars 2012, les actions de la Société (code mnémorique ALMNG) ont été transférées du Marché Libre vers le marché NYSE Alternext.

### B. Recapitalisation de la Société

Au cours de l'exercice écoulé, aucune augmentation de capital n'a été effectuée.

Le capital social s'élève donc à 1 003 991,20 euros au 31/12/2017.

Pour assurer ses besoins de trésorerie dans un contexte de croissance, la Société a émis un emprunt obligataire en actions d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes d'euros (799.999,20 €) par voie d'émission de sept cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA), portant intérêt au taux annuel de 5% et d'une durée de 3 ans, dans le cadre d'un placement privé, aux termes de la décision du Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2016, suivant délégation consentie par l'assemblée générale du 27 juin 2016. Parmi les conditions, la société a la possibilité de rembourser jusqu'à 75% de cet emprunt obligataire. Le financement a été activé le 03 février 2017.

La société a également souscrit le 31/10/2017 à un prêt innovation auprès de la BPI de cinq cent mille euros (500.000 €) d'une durée de 7 ans, au taux d'intérêt annuel de 4.89% payés trimestriellement. Le premier remboursement interviendra le 31/03/2020.

#### C. Evolution du titre sur le marché Alternext

Au 31 décembre 2017, le cours de l'action était de 1,52 euros, stable par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (1,17 euros). La capitalisation boursière s'élevait à 15m€. Les volumes échangés ont augmenté au cours de la période, même s'ils restent assez faibles.

#### D. Nomination d'un nouvel administrateur indépendant

Monsieur Michael AIDAN a été coopté en qualité d'administrateur indépendant, le conseil d'administration du 14 mars 2017 puis ratifié par l'Assemblée Générale du 23 juin 2017 en remplacement de Monsieur Gabriel Chicoye, administrateur démissionnaire.

## 2. Examen des comptes sociaux

Les comptes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 que nous soumettons à votre approbation sont présentés dans les documents mis à votre disposition et dans le rapport de vos Commissaires aux comptes. Ces comptes sociaux ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les comptes sociaux présentent certains points intéressants qui seront décrits plus en détail ci-après.

### 2.1. Bilan

Le total du bilan s'élève à 12.043.673 euros pour l'exercice considéré, à euros, contre 12.271.846 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres s'élèvent à 7.800.652 euros, contre 9.241.939 euros au titre de l'exercice précédent.

Le capital social s'élève au 31 décembre 2017 à 1 003 991,20 euros, inchangé par rapport à la précédente clôture annuelle.

## 2.2. Résultats économiques et financiers

### 2.2.1. Produit d'exploitation

Le produit d'exploitation s'élève à 822.148 euros (contre 908.021 euros l'exercice précédent). Ce qui représente une baisse de 9.46%. L'écart s'explique par la baisse de la refacturation des management fees liée à la baisse du chiffre d'affaires de Madvertise Media, ainsi que par un contrat centralisé historiquement par Madvertise et refacturé aux différentes entités jusqu'en 2016. En 2017, cette prestation est facturée directement aux entités bénéficiaires. Les refacturations correspondantes n'ont donc plus lieu d'être.

### 2.2.2. Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation représentent 1.977.761 euros en 2017 (contre 1.728.771 euros en 2016), soit une hausse de 14.40%.

<i>En euros</i>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Impôts et taxes	23.383	36.182
Dotations aux amortissements	323.688	191.166
Autres achats et versements externes	1.239.916	1.105.990
Salaires et traitements	272.881	287.031
Charges sociales	110.113	106.440
Autres charges diverses d'exploitation	7.780	1.962
<b>Total</b>	<b>1.977.761</b>	<b>1.728.771</b>

Les charges achats et versements externes s'élèvent à 1.239.916 € en 2017 contre 1.105.990 € en 2016 soit une augmentation de 12,1% qui s'explique par la prise en charge d'une partie des frais du salon Dmexco, les honoraires d'accompagnement à la rédaction technique des dossiers CIR/CII déposés pour les années 20013 à 2015, le recours en sous-traitance aux fonctions finance et juridique en année pleine. Par ailleurs, les frais de personnel sont en baisse de 2.66% pour des effectifs de 4 collaborateurs en moyenne en 2017 contre 4.5 collaborateurs en moyenne en 2016.

La Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire.

### 2.2.3. Amortissements et dépréciations

La dotation aux comptes d'amortissements et aux dépréciations des immobilisations est en augmentation en 2017 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à une charge de 323.688 euros, contre une charge de 191.166 euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par la mise en service des différents actifs incorporels immobilisés en 2016 et courant 2017 dont notamment la plateforme Ad Serving et des outils et techniques de médiation.

#### 2.2.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation est en baisse de 40,80%. Il s'élève à (1.155.614) euros, contre un montant de (820.749) euros l'exercice précédent.

#### 2.2.5. Coût du risque

Le coût du risque est de 86.625 euros au 31 décembre 2017, contre 7.333 euros en 2016. Il s'explique exclusivement par le coût de non conversion de l'emprunt d'OC contracté en début d'année.

<i>En euros</i>	<b>Exercice 2017</b>	<b>Exercice 2016</b>
Dotations aux provisions sur créances douteuses	0	7.333
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Pertes nettes sur créances irrécupérables	0	0
Provision pour risques de non conversion de l'OCA	86.625	0
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	0	0
Reprises de provisions pour risques et charges	0	0
<b>Total</b>	<b>86.625</b>	<b>7.333</b>

#### 2.2.6. Résultat courant avant impôts

Le résultat courant avant impôts est de (1.520.646) euros au titre de 2017, contre une perte de (1.522.293) euros au titre de l'exercice précédent.

#### 2.2.7. Bénéfice net

Le résultat net social s'élève à (1.287.237) euros, contre (1.631.360) euros pour l'exercice précédent.

### 2.3. Tableau des résultats financiers

Le tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport (Annexe 2.3).

### 2.4. Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

En application des dispositions des articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses de cette nature.

## 2.5. Proposition d'affectation du résultat

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices. Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit une perte 1.287.327 Euros, en totalité sur le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » qui s'élève avant imputation à 7.389.657 euros Le compte « prime d'émission, de fusion, d'apport » serait ainsi ramené à 6.102.330 euros, la totalité des fonds propres s'élevant à 7.800.652 euros.

## 2.6. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes fournisseurs et des créances clients se décompose, par date d'échéance, comme suit :

*Les chiffres sont en milliers d'euros*

	Article D. 441 I.-1° : Factures <i>recues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour [indicatif]	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)	0 jour [indicatif]	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et +	Total (1 jour et +)
<b>(A) Tranches de retard de paiement</b>												
Nombre de factures concernées	-					-	12					2
Montant total des factures concernées (TTC)	25	178	55	6	156	420	0	2	2	1	65	69
% du montant total des achats de l'exercice (HT)	2,1%	14,7%	4,5%	0,5%	12,9%	34,8%						
% du CA de l'exercice (HT)							0,00%	5,19%	5,19%	3,27%	206,92%	220,56%
<b>(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées</b>												
Nombre de factures exclues	<i>(factures interco)</i>						<i>(factures interco)</i>					
Montant total des factures exclues (TTC)	80						80					
<b>(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – Article L. 441-6 ou Article L. 443-1 du Code de commerce)</b>												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	<i>Délais contractuels : 30 jours Délais légaux : 45 jours</i>						<i>Délais contractuels : 60 jours Délais légaux : 45 jours</i>					

Le Commissaire aux comptes vous présentera, dans son rapport sur les comptes annuels, ses observations sur la sincérité et la concordance de ces informations avec les comptes annuels.

## 2.7. Prêts consentis par application de l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier

En application des Articles L. 511-6, 3 bis al. 2, R. 511-2-1-1 et R. 511-2-1-2 du code monétaire et financier nous vous précisons qu'aucun prêt entre entreprises visé à l'article L. 511-6, 3 bis du code monétaire et financier n'a été consenti par la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

### 3. Examen des comptes consolidés

Le groupe réalise sa septième consolidation au 31 décembre 2017.

#### 3.1. Bilan consolidé

Le total du bilan consolidé s'élève, pour l'exercice considéré, à environ 13.854.000 euros, contre environ 15.663.000 euros au titre de l'exercice précédent.

Au passif, les capitaux propres consolidés (part du groupe) s'élèvent à environ (142.000) euros, contre environ 1.545.000 euros au titre de l'exercice précédent.

#### 3.2. Résultats économiques et financiers

Les résultats 2017 sont comparés aux comptes 2016.

##### 3.2.1. Produits d'exploitation consolidés

Le produit d'exploitation consolidé s'élève à environ 18.195.000 euros contre environ 17.574.000 euros pour les comptes de l'exercice précédent. Ce qui représente une hausse de 3.5 %.

##### 3.2.2. Charges générales d'exploitation consolidées

Les charges générales d'exploitation consolidées sont d'environ 13.851.000 euros en 2017 contre environ 13.260.000 euros en 2016 soit une hausse de 4.4 %.

	Exercice 2017	Exercice 2016
Impôts et taxes	101.000	140.000
Achats consommés	13.697.000	13.100.000
Autres charges d'exploitation	53.000	20.000
<b>Total</b>	<b>13.851.000</b>	<b>13.260.000</b>

Les charges de personnel s'élèvent à environ 4.038.000 euros en 2017 contre 3.825.000 euros en 2016 pour un effectif (65 salariés). La hausse s'explique par le recrutement de profils plus seniors.

##### 3.2.3. Amortissements consolidés

La dotation aux comptes d'amortissement et aux provisions est en léger retrait en 2017 par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 642.000 euros en 2017, contre 677.000 euros en 2016.

### 3.2.4. Résultat brut d'exploitation consolidé

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'élève à (337.000) euros contre un montant de (188.000) euros l'exercice précédent.

### 3.2.5. Coût du risque consolidé

Le coût du risque consolidé connaît une hausse en 2017 et s'élève à 153.000 euros contre 110.000 euros en 2016.

	Exercice 2017	Exercice 2016
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	3.000
Dotations aux provisions pour créances douteuses	91.000	109.000
Pertes nettes sur créances irrécupérables		
Pertes risques de non conversion de l'OCA	86.600	0
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles (+)	21.600	0
Reprises de provisions pour risques et charges (+)	3.000	2.000
<b>Total</b>	<b>153.000</b>	<b>110.000</b>

### 3.2.6. Résultat courant avant impôts et résultat net consolidé

Le résultat courant des entreprises intégrées avant impôts et résultat exceptionnel est de (526.000) euros, contre environ (439.000) euros au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net des entreprises intégrées après constatation des résultats des sociétés mises en équivalence et des variations de valeur des écarts d'acquisition ressort à un montant de (1.465.000) euros, contre un résultat négatif de (2.292.000) euros au titre de l'exercice 2016.

### 3.2.7. Résultat net consolidé (part du Groupe)

Après impôt sur les sociétés, le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à un montant d'environ (1.465.000) euros contre environ (2.292.000) euros pour l'exercice précédent.

## 4. Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Le 03 février 2017, Le directeur général faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil d'Administration de la Société le 14 décembre 2016 a constaté la réalisation définitive de l'emprunt obligataire d'un montant de sept cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros et vingt centimes d'euros (799.999,20 €) par voie d'émission de sept cent vingt-sept mille deux cent soixante-douze (727 272) Obligations Convertibles en Actions (OCA), décidée par le Conseil d'Administration le 14 décembre 2016 en vertu d'une délégation de compétence par l'Assemblée

Générale mixte en date du 27 juin 2016 (19ème résolution). Parmi les conditions, la société a la possibilité de rembourser jusqu'à 75% de cet emprunt obligataire.

Lors de sa réunion du 14 mars 2017, votre Conseil d'Administration a nommé à titre provisoire, aux fonctions d'administrateur indépendant Monsieur Michael AIDAN, en remplacement de Monsieur Gabriel Chicoye, démissionnaire. En application des dispositions légales et statutaires, nous vous demandons de bien vouloir ratifier cette décision.

Votre conseil d'Administration a autorisé pour une durée de une année à compter du 14 mars 2017, la Société à se porter caution indivisible et solidaire des engagements (ligne de crédit court terme) de sa filiale à 100 % la Société MADVERTISE MEDIA auprès de l'établissement Bancaire La BRED à concurrence d'un montant globale maximum de 120 000,00 euros (ligne de crédit de 100 000 euros majorée de 20 %), incluant le principal, les intérêts, frais et commissions et accessoires en euros , pendant une durée de 12 mois.

Votre Conseil d'administration, lors de sa séance du 27 Avril 2017, a décidé de transférer le siège social du 37 rue des Mathurins, 75008 Paris au 56 rue de Billancourt 92100 Boulogne Billancourt à compter du 27 Avril 2017. En application des dispositions légales et statutaires, nous vous demandons de bien vouloir ratifier cette décision. Conséquemment, à cette ratification, il vous est demandé également d'approuver la modification statutaire réalisée par ledit Conseil d'administration en vue de procéder aux formalités légales.

La dissolution de la filiale israélienne « APPSFIRE ISRAEL LTD » d'APPSFIRE SAS décidée en 2016 a été effective dans le courant de l'année civile.

Votre conseil d'Administration a autorisé pour une durée de une année à compter du 28 novembre 2017, la Société à se porter caution indivisible et solidaire des engagements (ligne de crédit court terme) de sa filiale à 100 % la Société MADVERTISE AGENCY auprès de l'établissement Bancaire La BRED à concurrence d'un montant globale maximum de 36 000,00 euros (ligne de crédit de 30 000 euros majorée de 20 %), incluant le principal, les intérêts, frais et commissions et accessoires en euros , pendant une durée de 12 mois.

## **5. Progrès réalisés et difficultés rencontrées / Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir de la Société et du groupe**

En 2017, le chiffre d'affaires a atteint 18 M€ en progression de 3,4% par rapport à 2016.

Sur le second semestre, le chiffre d'affaires s'établit à 9 M€, identique au premier semestre et en léger recul par rapport à la même période l'année précédente.

Cette croissance a été portée par l'activité de Régie (91% des revenus de Madvertise), dont le chiffre d'affaires a progressé de +4,5%, essentiellement sur le segment Premium. Cette évolution reflète le succès de la stratégie déployée par la société, avec en particulier une concentration de ses efforts de développement sur la régie programmatique.

Cette performance a été largement soutenue par l'international (+33,5%) : l'Allemagne poursuit une forte croissance avec près de 20% d'augmentation de son chiffre d'affaires grâce au gain de nouveaux contrats d'éditeurs et atteint 5.4m€. En Italie, l'activité a été marquée par le gain d'un gros contrat sur le marché de la performance qui a permis d'atteindre un chiffre d'affaires record cette année avec 2.3m€, fruit du travail de développement des années précédentes. Madvertise réalise désormais 43% de ses revenus à l'international (contre 33% en 2016).

En France, Madvertise s'est appuyé sur son portefeuille de clients historiques, incluant notamment Shazam, sur le démarrage de nouveaux contrats (Radio France, Ouest France, Groupe Marie Claire, etc.). Les revenus ont toutefois été impactés au 2nd semestre par des réorganisations internes au sein de plusieurs agences clientes et le choix de ne pas poursuivre certains contrats moins rentables.

Pour la seconde année consécutive, l'excédent brut d'exploitation de l'exercice est positif à 305.000 euros malgré le recul enregistré.

Après deux années consécutives de réorganisation, le groupe a repris une stratégie d'investissement avec d'une part une équipe plus senior certains départs ayant été remplacés par des personnes plus expérimentées et d'autre part une présence marketing plus importante notamment lors du salon annuel Demexco et d'événements spécifiques. Par ailleurs, les charges 2017 comprennent le coût du dépôt des dossiers CIR-CII 2013 à 2015.

En 2018, le groupe entend poursuivre ses développements à l'international et consolider son activité sur son marché domestique. Deux solutions techniques supplémentaires, video et data, viendront compléter l'offre de service pour assurer cette stratégie.

## **6. Filiales et participations**

Au cours de l'exercice, l'organigramme du Groupe a été modifié par la dissolution de la société APPSFIRE Israël.

### **6.1. Madvertise Média**

La société Madvertise Média exerce une activité de régie publicitaire Premium sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 7.650.865 euros, contre 9.354.504 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 442.163 euros, contre un bénéfice de 83.747 euros en 2016.

### **6.2. Madvertise Agency**

La société Madvertise Agency exerce une activité d'agence de marketing mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 1.542.955 euros, contre 1.573.339 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 71.754 euros, contre un bénéfice de 256.595 euros en 2016.

### **6.3. Madvertise Media Gmbh**

La société Madvertise Media Gmbh exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 5.458.396 euros, contre 4.532.835 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est une perte de (122.863) euros, contre une perte de (499.203) euros en 2016.

### **6.4. Madvertise Mobile Advertising Srl**

La société Madvertise Mobile Advertising exerce une activité de régie publicitaire sur mobile.

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 2.312.739 euros, contre 1.306.682 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est une perte de (143.720) euros, contre une perte de (296.941) euros en 2016.

### **6.5. Appsfire France et Appsfire Israël Ltd**

La société Appsfire exerce une activité de régie publicitaire sur mobile

Elle a réalisé durant l'exercice 2017 un chiffre d'affaires de 1.233.664 euros, contre 870.716 euros pour l'exercice 2016. Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 139.674 euros, contre un bénéfice de 26.535 euros en 2016.

La Société APPSFIRE ISRAEL LTD (Filiale Israélienne à 100 %) n'a réalisé aucun chiffre d'affaire compte tenu que cette filiale a cessé définitivement toute activité depuis 2016.

## **7. Participations croisées**

Les sociétés contrôlées par la Société ne détiennent aucune participation dans la Société.

## **8. Risques et incertitudes**

La Société attire l'attention sur les facteurs de risque susceptibles d'affecter les activités de la Société.

### **8.1. Principaux risques et incertitudes**

Les principaux risques de notre groupe sont liés au contexte macro-économique, aux ruptures technologiques et au contexte social.

#### a) Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe

- Risques liés aux évolutions réglementaires

Le secteur de la communication et plus particulièrement du marketing mobile dans lequel le Groupe opère est soumis à des lois, des réglementations et des pratiques d'autodiscipline. Les gouvernements,

les autorités de régulation et les associations de consommateurs envisagent régulièrement d'interdire ou de restreindre la publicité sur certains produits et services ou encore de réguler certaines activités exercées par le groupe.

Le Groupe reste confiant compte tenu que plus de 70% du trafic se fait via les applications qui ne sont pas touchées par les logiciels de Ad-blocking, et que la marché Allemand en particulier a adopté une démarche de blocage des Ad-Block très agressive, diminuant leur impact sur les éditeurs et utilisateurs.

- Risques liés à l'évolution des marchés et à la concurrence

Le secteur de la publicité mobile est très concurrentiel. Les concurrents du groupe sont de toutes tailles et de tous types, allant de grands groupes internationaux aux petites agences/régies opérant sur des marchés locaux ou régionaux.

Dans ce contexte, Madvertise, doit prévenir les évolutions technologiques et proposer des solutions innovantes pour conserver et améliorer ses positions sur son marché. Pour cela le Groupe effectue une veille régulière du marché de la publicité digitale et de ses concurrents et continue à investir significativement en recherche et développement, la présence sur 3 pays clefs en Europe permet également d'étendre son réseau de veille concurrentiel, et ce en particulier en Allemagne, pays où les éditeurs nationaux ont une position technologique avancé.

- b) Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés ainsi qu'au besoin d'attirer et de fidéliser du personnel clé

La réussite du groupe dépend largement du talent et des compétences de ses spécialistes médias, commerciaux et créatifs, ainsi que de la qualité des relations qu'ils entretiennent avec leurs clients. La capacité de la Société à recruter du personnel commercial ou technique de qualité pour assurer sa croissance est primordiale.

- c) Risques financiers

- Risques de liquidité et besoin de financement complémentaire

Comme toute entreprise, Madvertise peut potentiellement être soumis à un risque de liquidité.

Afin de prévenir ce risque le groupe dispose :

- de lignes de crédit court terme pour faire face à une augmentation du BFR. Un contrat d'affacturage groupe a été mis en place avec CM-CIC pour couvrir ce besoin pour l'activité de régie publicitaire en France,
- d'un suivi de la trésorerie,
- de convention de trésorerie permettant d'utiliser les excédents de certaines filiales pour couvrir le besoin des autres,
- d'un contrat de prêt obtenu auprès de BpiFrance

Par ailleurs la société étudie toutes les possibilités d'aides publiques, parmi lesquelles celles de Bpifrance.

- Risques liés aux clients

Compte tenu du nombre croissant de clients et de leurs besoins en matière de publicité, la société considère qu'elle n'a pas de dépendance significative à l'égard de client qui serait susceptible d'affecter son activité.

Néanmoins, comme pour tout secteur, les mouvements d'acquisitions et cessions entre les grands acteurs du marché pourraient avoir une incidence sur ses résultats.

## **8.2. Gestion des risques**

En 2016, la part des dépenses publicitaires digitales allouées au mobile s'est encore accrue atteignant 39,6% contre 26% en 2015 (search + display). Les investissements sur le mobile ont également augmenté (+73%) : ils s'élèvent à 1 265m€ en 2016 dont respectivement 346m€ et 821m€ attribués respectivement au social et au search, soit essentiellement Facebook, Instagram et Google (Source : Analyse PwC, déclaratif SEM et IDECAM). La part de marché restante pour le display atteint donc près de 100m€ contre 75m€ en 2015.

Le facteur de risque macro-économique avec l'omniprésence des GAFAs est couvert par la croissance du marché et la réallocation de budget pluri média sur le mobile.

Par ailleurs, depuis septembre 2016, l'audience mobile supplante celle des desktops (Source: StatCounter Global Stats - Platform Comparison Market Share) avec une part de 55,63%.

Enfin, le réservoir de croissance reste très significatif avec encore 35% de la population française qui ne dispose pas d'un smartphone (Source : CREDOC « Conditions de vie et aspirations »).

Cette évolution conforte notre positionnement technologique.

Comme en 2015, le gain de nombreux clients à forte notoriété et trafic permet de réduire le risque client, la perte d'un éditeur ne devant pas impacter le résultat de l'entreprise. Néanmoins, nous travaillons sur l'allongement des contrats de régie afin de lisser les risques de renouvellements annuels, ainsi que sur l'accroissement des revenus récurrents afin de sécuriser notre visibilité.

Afin de nous protéger contre le risque technologique, nous avons mis en place une cellule de veille et travaillons à toujours être à la pointe des technologies et anticiper les évolutions.

L'accent mis sur le développement de la part variable de la rémunération des différents salariés contribue à maîtriser le risque social.

Comme en 2016, les différents investissements technologiques, ainsi que le développement prioritaire de notre pôle Régie nous permettent de constater des économies d'échelle à court terme.

## **9. Recherche et développement**

Sur cet exercice, cette activité a été portée par les sociétés Madvertise, Mbrand3 et Appsfire avec la mise en fonction des outils technologiques suivants :

- EYE TRACKING

Eye tracking est une brique applicative incluses désormais dans notre SDK et qui permet d'activer la camera frontale du téléphone avec le consentement préalable de l'utilisateur afin de pouvoir, sans identifier le visage de la personne, de regarder le mouvement de ses yeux. Avec l'appui d'un logiciel dédié cette activité est identifiée et traitée afin de déclencher des actions en fonction de l'information, du contexte et de l'objectif visé.

- MAT V1

MAT est une solution logiciel de collecte, de tri, de classement et d'hébergement de données provenant de notre SDK propriétaire, aussi communément appelée DMP. Il contient une quantité gigantesque de données indexée selon des méthodes spécifiques et permettant une analyse en temps réel et la qualification des profils. Cet outil constitue un actif indéniable de la société lui permettant de ne pas dépendre de solution technologique tierce.

- VIDEO

La société travaille au développement d'un format natif performant de type out-stream lui permettant d'insérer de la vidéo dans différentes sources et donc de diffuser quel que soit l'environnement.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, les dépenses en matière de recherche et développement du Groupe se sont élevées à 1,2 M€.

## **10. Informations sur le personnel et l'environnement**

### **10.1. Personnel**

Au 31 décembre 2017 la société emploie 65,1 personnes soit :

- cadres : 46,7
- agent de maîtrise : 0
- employés : 18,4

Le personnel qui constitue une valeur essentielle de l'entreprise est géré par la Direction Générale assistée des cadres de l'entreprise aussi bien pour l'organisation du travail que pour les modalités du dialogue social.

### **10.2. Environnement**

Eu égard à la nature des activités et à l'organisation de la Société, ces informations ne paraissent pas pertinentes ;

## **11. Conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce**

Nous allons vous donner lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

## **12. Prise de participation**

Nous vous signalons que notre Société a participé intégralement à l'augmentation de capital de Madvertise Media du 09 novembre 2017 soit une augmentation de sa participation de 240k€.

## **13. Prise de contrôle**

Au cours de l'exercice écoulé, aucune acquisition n'a eu lieu.

## **14. Cession de participation**

Au cours de l'exercice écoulé, aucune participation n'a été cédée.

## **15. Rapport sur le Gouvernement d'entreprise**

### **15.1. Modalités d'exercice de la direction générale de la Société**

Conformément à l'article L 225-37-4, 4° du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce, à savoir :

- Cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général.

Le Conseil a décidé d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

En conséquence M. Paul AMSELLEM assume sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société.

En application de l'article 16 des statuts, cette décision a été prise pour une durée de deux ans.

Sauf modification du mode d'exercice de la Direction Générale, la présente indication ne sera pas reprise dans les rapports ultérieurs.

### **15.2. Informations concernant les mandataires sociaux de la Société : Mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés**

Conformément aux dispositions des Articles L 225-37-4,1° et L 225-102-1alinéa 3 du Code de commerce, nous vous communiquons en Annexe 14 .1 du présent rapport, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires, sociaux de la Société.

Au 31 décembre 2017, le Conseil d'Administration de votre société est composé de six administrateurs, dont un est indépendant.

Le conseil d'administration n'a pas distribué de jetons de présence au cours de l'exercice écoulé.

La durée des fonctions des administrateurs est de 2 ans. Les mandats de la totalité des administrateurs ont été renouvelés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 juin 2017 pour une nouvelle période de deux années, soit jusqu'à l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, à tenir en 2019.

Nom	Mandat	Fonction opérationnelle dans la Société	Date de 1 <sup>ère</sup> nomination et de fin de mandat
Paul AMSELLEM	Président Directeur Général	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 03 février 2011 Echéance du mandat : 23 juin 2019
Gonzague Le Roy de la Tournelle	Administrateur	VP manager advertising	1 <sup>ère</sup> nomination : 16 novembre 2011 Echéance du Mandat : juin 2019
Henri de BODINAT	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 28 juin 2013 Echéance du Mandat : juin 2019
Gilles ENGUEHARD	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 26 juin 2015 Echéance du Mandat : juin 2019
Michael AIDAN	Administrateur	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : Cooptation par la CA du 14 mars 2017 ratifiée par l'AG du 23 juin 2017 Echéance du Mandat : juin 2019
Isabelle WEILL	Administrateur Indépendant	Néant	1 <sup>ère</sup> nomination : 27 juin 2016 Echéance du Mandat : juin 2019

**15.3. Convention(s) conclue(s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la Société avec une filiale**

Néant

**15.4. Tableau des délégations (pouvoirs et compétences)**

Un tableau des délégations de pouvoirs et de compétence conférés par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, accordés et/ou utilisés au cours de l'exercice écoulé figure en Annexe au présent rapport.

**16. Situation des mandats des Commissaires aux comptes**

L'Assemblée Générale en date du 20 juin 2014 qui a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 a confirmé les mandats :

- du Cabinet Ancette & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, et
- de Monsieur Jérôme Ploquin, Commissaire aux comptes suppléant,

pour une durée de 6 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui se tiendra en 2020.

### 17. Participations des salariés au capital

A la clôture de l'exercice, les salariés du Groupe détenaient directement et indirectement 9,9 % du capital de la Société.

Aucun titre de la Société ne fait l'objet d'une détention collective (PEE ou FCPE) ou sont frappés d'une inaccessibilité.

La Société a mis en place un plan de stock-options à destination d'un salarié de BEMOBEE

### 18. Répartition du capital

Au 31 décembre 2017, le capital social de la Société est composé de 10.039.912 actions de 0,10 euro de valeur nominale. A chaque action correspond un droit de vote.

Nous vous indiquons ci-dessous l'identité des actionnaires détenant au 31 décembre 2017 plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3%, 50%, 66 2/3%, 90% et 95% du capital ou des droits de vote.

Au 31 décembre 2017, la répartition du capital social (détention directe ou indirecte) est la suivante :

	Actions	Droits de vote
Time Investor	> 10 %	> 10 %
Financial Arbevel	> 10 %	> 10 %
Paul Amsellem	> 5 %	> 5 %
MCA Finance	> 5 %	> 5 %
Française AM	> 5 %	> 5 %

La répartition n'a pas évolué au cours de l'exercice, et aucun franchissement de seuil n'a été déclaré à la société en 2017.

5 types de bons de souscriptions sont toujours en cours de validité :

- 630 810 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,98 €
- 193 467 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 2,91 €
- 581 864 bons de souscription d'actions (BSA) pour un prix de souscription de 1,25 €

- 152 300 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 1,84 €.
- 30 000 Options de Souscription d'Actions pour un prix de souscription de 0,82 €

Les dirigeants n'ont pas déclaré d'opérations particulières au cours de la période.

### **19. Rachat par la Société de ses propres actions**

Au 31 décembre 2017, la Société ne détenait que les 2 834 actions consacrées à l'animation du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à la société Louis capital Market, représentant 0,1 % du capital social.

### **20. Informations sur le contrat de liquidité**

Conformément aux stipulations de l'article L 225-211, le Conseil d'administration doit indiquer le nombre d'actions achetées et vendues au cours de l'exercice par application des articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, ainsi que les cours moyens des achats et des ventes.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale du 16 novembre 2011 a autorisé le Conseil d'administration à procéder à l'acquisition d'actions de la Société.

Du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017 :

- 39 692 actions ont été achetées – cours moyen des achats pour la période : 1,52 €
- 43 687 actions ont été vendues – cours moyen des ventes pour la période : 1,64 €

Au 31 décembre 2017, la Société détenait à travers ce contrat de liquidité 2 834 actions propres, évaluées à 6 205,41 € (valeur nominale de l'action de 0,10 euro) à la fin de l'exercice. Le montant des frais de négociation s'est élevé à 0 euros.

### **21. Nombre de réunions annuelles du Conseil d'administration et taux de participation**

Au cours de l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois. Le taux de présence des administrateurs a été quasiment de 100%.

Les fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général sont assumées par Monsieur Paul AMSELLEM. Aucune limitation statutaire et/ou formelle n'est apportée à ses pouvoirs.

Nous vous présentons dans un rapport séparé les résolutions à adopter à titre extraordinaire que nous soumettons à votre approbation.

\* \* \*

Les projets de résolutions qui vous sont remis reprennent les principaux points de ce rapport. Nous vous demandons de bien vouloir approuver l'ensemble des résolutions présentées.

Nous sommes bien entendu à votre disposition pour répondre à toute question que vous pourriez avoir.

Le Conseil d'administration

**Annexe 2.3**

**Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices**

<b>Nature des Indications / Périodes</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>	<b>31/12/2014</b>	<b>31/12/2013</b>
<i>Durée de l'exercice</i>	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
<b>I - Situation financière en fin d'exercice</b>					
a ) <i>Capital social</i>	1 003 991	1 003 991	833 991	800 093	646 517
b ) <i>Nombre d'actions émises</i>	10 039 912	10 039 912	8 339 912	8 000 930	6 465 165
c ) <i>Nombre d'obligations convertibles en actions</i>	727 272				
<b>II - Résultat global des opérations effectives</b>					
a ) <i>Chiffre d'affaires hors taxes</i>	717 771	891 474	744 660	772 162	509 224
b ) <i>Bénéfice avant impôt, amortissements &amp; provisions</i>	-1 258 608	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
c ) <i>Impôt sur les bénéfices</i>	-368 551				
d ) <i>Bénéfice après impôt, mais avant amortissements &amp; provisions</i>	-890 057	-1 344 724	-943 921	-276 592	-517 482
e ) <i>Bénéfice après impôt, amortissements &amp; provisions</i>	-1 287 237	-1 631 360	-1 516 150	-17 280	-1 029 186
f ) <i>Montants des bénéfices distribués</i>					
g ) <i>Participation des salariés</i>					
<b>III - Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
a ) <i>Bénéfice après impôt, mais avant amortissements</i>	-0,09	-0,13	-0,11	-0,03	-0,08
b ) <i>Bénéfice après impôt, amortissements provisions</i>	-0,13	-0,16	-0,18	-0,00	-0,16
c ) <i>Dividende versé à chaque action</i>					
<b>IV - Personnel :</b>					
a ) <i>Nombre de salariés</i>	4	5	6	5	2
b ) <i>Montant de la masse salariale</i>	272 881	287 031	310 255	310 227	280 502
c ) <i>Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux</i>	110 113	106 440	130 967	118 546	116 153

**Annexe 15.1**

**Administrateurs**

**Paul Amsellem :**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur - Président-Directeur Général
Nemapp (société à responsabilité limitée)	Gérant
Reworld Media	Administrateur
AMCO Invest (société par actions simplifiée)	Président

**Gilles Enguehard:**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
Atenis ( SARL)	Gérant
Network Finances (SAS)	Président
Rosheart Finances (SARL)	Gérant
Madvertise (société anonyme)	Administrateur

**Gonzague Le Roy de la Tournelle :**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur
Godelato	Gérant
Altitude Immo	Gérant
Vodaka	Président

**Henri de Bodinat**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
Madvertise	Administrateur
Musisoft Distribution	Président
Resonances	Administrateur
Catering International et Services	Administrateur
SCI Lescop	Gérant
Musisoft	Président du CA
DVDPerplay	DG Délégué
Time Equity Partners	Président
Howto Media Group	Administrateur
Sonodisc	Président
Société d'éditions musicales et artistiques Esperance	Administrateur

**Isabelle WEILL**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur

**Monsieur Michael AIDAN**

<b>Société / Forme sociale</b>	<b>Activité / Mandat social</b>
MADVERTISE (société anonyme)	Administrateur

**Annexe**

**Délégation de pouvoirs et/ou de compétences**

N° résolut°	Délégations de compétences données au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 23 juin 2017	Montant nominal maximum autorisé	Plafond global	Durée de la délégation	Utilisation pendant l'exercice 2017	Solde restant dispo au 31.12.17	Utilisation pendant l'exercice 2018	Solde restant dispo au 30/04/18
14	Délégation dans le cadre d'un rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.23.12.18)	Oui	Contrat de liquidité 6 205,41 € et 2834 titres au 31/12/17	Oui	N/A
15	Délégation d'annulation des actions rachetées dans programme rachat d'actions	10 % du capital social	N/A	18 mois (j.23.12.18)	Non	103 399,12 euros	Non	103 399, 12 euros
16	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec maintien du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
17	Délégation pour augmentation du capital social en numéraire par émission d'actions avec suppression du DPS (par voie d'offre au public)	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
18	Délégation pour augmentation du capital social par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (placement privé)	20 % du capital social par an	2.000.000 euros (26° reso)	26 mois (j.23.08.19)	non	206 798,24 euros	Non	206 798,24 euros
19+20	Délégation pour augmentation du capital social réservée au profit de catégories de personnes avec suppression du DPS	1 000.000 euros	2.000.000 euros (26° reso)	18 mois (j.23.12.18)	Non	1 000.000 euros	Non	1 000.000 euros
21	Délégation pour augmentation de capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, de fusion ou d'apport	500.000 euros	N/A	26 mois (j.23.08.19)	Non	500.000 euros	Non	500.000 euros
26	Limitation globale du montant des augmentations de capital pouvant résulter des délégations de compétence visées aux 16e, 17e, 18e, et 19e résolutions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	2.000.000 euros / 20.000.000 actions	N/A	Non	2 000 000 euros	Non	2 000 000 euros
27	Délégation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital en vertu des aux 16e, 17e, 18e, et 19e résolutions	15% de l'émission initiale	N/A	26 mois (j.23.08.19)	Non	N/A	Non	N/A